

« Nous ne voulons pas être enfermés, ni nous enfermer nous-mêmes dans un ghetto d'aucune sorte¹ ». La politique culturelle du secteur juif du Parti communiste français après la Shoah

Zoé Grumberg
Post-doctorante à l'université d'Angers
Août 2022

Le 17 septembre 1944, à l'assemblée d'information des Juifs communistes de l'ancienne zone sud de France, le responsable général de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) du Parti communiste français (PCF) de zone sud, Édouard Kowalski, prononce un discours sur les buts des Juifs communistes dans la France libérée. Il appelle notamment les militants à continuer le travail culturel et de propagande entrepris depuis l'entre-deux-guerres :

Des tâches immenses nous attendent. Il faut reconstruire la vie juive, il faut se dépenser dans l'œuvre de solidarité, il faut redonner sa splendeur à la culture juive pour laquelle nous avons travaillé pendant de longues années entreprenant avant la guerre des initiatives qui dépassaient de beaucoup le cadre de la vie juive de France, tel par exemple le Congrès mondial de la culture juive. Depuis des années les communistes juifs en France ont eu l'honneur, bien que l'agglomération juive en France ne fût point la plus grande dans le monde, de donner aux agglomérations juives des autres pays l'exemple d'une politique juste, clairvoyante, capable d'entraîner les plus larges couches de la masse juive, de leur inspirer un idéal sublime, le seul idéal pour lequel il vaille la peine de se battre, qui donne un sens à la vie et la rende digne d'être vécue².

Dans ce discours, Kowalski lie étroitement la politique culturelle et la culture politique des Juifs communistes. La culture politique peut être définie comme « un ensemble d'idées, de valeurs et de symboles, une configuration de croyances, d'affectivité et de sensibilités, et une multitude diversifiée de règles et de pratiques dont la combinaison donne une signification au réel, façonne les comportements et conduit à l'inculcation de normes sociales³ ». La culture politique juive communiste influence toutes les dimensions de l'action des Juifs communistes : leur travail social, leur politique éducative, leur politique mémorielle ou encore leur politique culturelle. Cette culture politique est révélatrice de la complexité de leurs identités et appartenances, que cet article se propose d'étudier à partir de la politique culturelle du secteur juif du PCF après la Seconde Guerre mondiale et la Shoah.

¹ Archives départementales de Seine-Saint-Denis (AD 93), fonds David Diamant (DD), Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE), 335 J 72, deuxième congrès de l'UJRE, mars 1947, « À propos de l'éducation musicale des masses ».

² Musée de la Résistance nationale (MRN), fonds David Diamant (DD), carton 26, discours prononcé par le camarade Édouard, secrétaire général de la MOI zone sud, à l'assemblée d'information des communistes juifs, le 17/09/1944.

³ Marc Lazar, « Cultures politiques et partis politiques en France » in *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, p. 169-189.

Le secteur juif du PCF est issu de la Main-d'œuvre étrangère – devenue Main-d'œuvre immigrée en 1932 – une structure créée en 1926 par le PCF pour permettre aux immigrés de militer dans des sections par langues ou nationalités. Dans les années 1930, la section juive – qui est en réalité une section yiddishophone – est l'une des plus dynamiques. Les nombreuses associations et syndicats y étant rattachés sont à l'origine d'une vie associative et politique très active⁴. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la section juive de la MOI crée de nombreuses organisations d'entraide, de sauvetage et de résistance comme l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) qui devient le cœur du secteur juif du PCF après la guerre. À la Libération, le PCF craint l'indépendance potentielle des organisations d'immigrés après plusieurs années de clandestinité durant lesquelles les contacts avec le parti étaient limités. Il cherche aussi à ne pas apparaître comme un parti d'immigrés, dans le contexte patriotique de l'après-guerre. Il redéfinit alors « sa doctrine sur la place et les objectifs des organisations immigrées » et adopte une perspective intégrationniste⁵. Estimant que les immigrés ont acquis un droit de cité par leur engagement dans la Résistance, il leur propose une intégration accélérée, au prix de la dissolution de leurs organisations spécifiques et linguistiques de la MOI. Les Juifs entament toutefois des négociations avec le PCF et parviennent à maintenir la plupart de leurs organisations de masse, tout en militant dans les cellules locales du PCF. En 1947-1948, la section juive de la MOI devient le « secteur juif » du PCF. Il joue le rôle de courroie de transmission entre le PCF et les « masses juives ». Structurellement intégré au PCF – d'abord au sein de la MOI avant d'en être détaché en 1954 –, il est étroitement surveillé par le PCF. Les dirigeants juifs communistes, choisis par le parti pour leur fidélité, sont chargés de maintenir le secteur juif dans la ligne du parti. Cela ne signifie toutefois pas que les Juifs communistes ne bénéficient d'aucune marge de manœuvre⁶.

L'étude de la politique culturelle du secteur juif du PCF après la Seconde Guerre mondiale permet de questionner un des enjeux centraux de l'historiographie sur les Juifs communistes : l'identité. Il s'agit en effet d'un secteur d'activité qui peut sembler à la fois moins politique et plus strictement juif, ou plutôt yiddish, que d'autres. Il incarne pourtant le syncrétisme de l'identité juive communiste. Nous nous concentrerons ici sur l'identité collective, envisagée comme une représentation de soi définie et perpétuée par un mouvement et diffusée parmi les militants par divers biais (discours politiques, presse, ouvrages, expositions, programmes éducatifs pour l'enfance et la jeunesse), dans l'objectif de créer, de diffuser ou de renforcer un sentiment d'appartenance⁷.

⁴ Stéphane Courtois, Denis Peschanski et Adam Rayski, *Le sang de l'étranger : les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989 ; Renée Poznanski, « On Jews, Frenchmen, Communists, and the Second World War » in Jonathan Frankel (ed.), *Dark Times, Dire Decisions. Jews and Communism*, Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 168-198 ; Gerben Zaagsma, « The Local and the International. Jewish Communists in Paris Between the Wars », *Simon Dubnow Institute Yearbook*, 2009, vol. 8, p. 345-363.

⁵ Stéphane Courtois, Denis Peschanski et Adam Rayski, *Le sang de l'étranger*, op. cit., p. 413.

⁶ Sur cet aspect, voir le chapitre 2 de : Zoé Grumberg, *Militer en minorité ? Le « secteur juif » du Parti communiste français de la Libération à la fin des années cinquante*, Thèse de doctorat, Sciences Po Paris, Paris, 2020.

⁷ Michaël Voegtli, « “Quatre pattes oui, deux pattes, non !” L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social » in *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 203-223.

L'historiographie a longtemps considéré que les identités juives et communistes étaient incompatibles voire irréconciliables. Adoptant un prisme d'histoire politique, certains chercheurs estiment que les Juifs communistes de France étaient plus communistes que Juifs et qu'ils auraient systématiquement privilégié les intérêts du PCF, notamment pendant la Seconde Guerre mondiale⁸. Si cela est vrai dans certains contextes, cela ne peut toutefois pas être généralisé. À l'inverse, à partir de l'étude de la politique culturelle des Juifs communistes avant la guerre (pièces de théâtre, publications littéraires, presse, etc.), des travaux tendent à surévaluer l'identité juive et yiddish des Juifs communistes, en minimisant leur engagement politique⁹. Ces recherches mènent en revanche une réflexion centrale sur le rôle de la culture dans le projet d'intégration en France des immigrés Juifs yiddishophones, c'est-à-dire sur un troisième pôle de leur identité.

À travers une approche d'histoire politique du culturel, qui ne néglige pas la dimension politique de la culture juive communiste – sans toutefois la réduire à une simple stratégie politique – cet article pose plusieurs questions. Quelle est la place de la culture dans le projet de reconstruction de la vie juive des Juifs communistes après la Seconde Guerre mondiale ? Quels en sont les enjeux ? Comment la culture est-elle mise au service d'un projet politique et que révèle-t-elle du rapport des Juifs communistes à leur judéité, au communisme et à la France ? Après une réflexion sur la politique culturelle des Juifs communistes de France depuis l'entre-deux-guerres, nous verrons qu'ils assignent à la culture un rôle majeur dans la reconstruction d'une vie juive dynamique après la Shoah. Dans cette perspective, la culture est vue comme un outil d'instruction et de politisation des masses juives. Puis, nous montrerons que les Juifs communistes envisagent aussi la culture comme un pont entre les peuples et cherchent à ne pas « s'enfermer dans un ghetto » en transmettant aussi des cultures non juives, à dimension universelle. Il s'agit de faire des immigrés yiddishophones des citoyens français, jamais repliés sur leur propre langue et culture, mais ouvert sur le monde, intégrés dans leur pays d'accueil et actifs dans les luttes politiques auprès des travailleurs de tous les pays.

Entre politique culturelle et culture politique

Lors du premier congrès de l'UJRE en avril 1945, la commission pour le travail culturel revient sur l'histoire du travail culturel juif communiste en France depuis l'entre-deux-guerres. Elle rappelle que c'est autour de la « première maison de la culture à Paris, la Culture-Liga [sic]¹⁰ » que se sont rassemblés les premiers immigrés juifs à Paris. Créée par des yiddishistes en Europe orientale, la *Kultur Liga* avait pour objectif de diffuser la culture yiddish. Bien que constituée de membres politisés (notamment des bundistes), elle se voulait originellement apolitique. Des branches se sont ensuite développées en Europe de l'ouest.

⁸ Annette Wiewiorka, *Ils étaient juifs, résistants, communistes*, Paris, Perrin, 2018. [première publication : 1986]

⁹ Nick Underwood, *Yiddish Paris: Staging Nation and Community in Interwar France*, Bloomington, Indiana University Press, 2022.

¹⁰ AD 93, DD, UJRE, 335 J 72, premier congrès de l'UJRE, avril 1945, résolution de la commission pour le travail culturel.

À Paris, la *Kultur Liga* a ainsi été fondée dans un café de la rue des Francs Bourgeois en 1922, par un groupe composé de bundistes, de communistes et de socialistes qui cherchaient alors à s'unir autour de la culture yiddish. Elle s'est installée au 10 rue de Lancry, au cœur du Paris juif immigré yiddishophone. À partir de 1925, elle est passée sous influence communiste, tout en partageant des référents culturels et artistiques antifascistes avec d'autres mouvements politiques. À leur arrivée en France, le premier souci des immigrés était « en même temps que de trouver un logement et une place de travail, aussi de créer les institutions culturelles : chorale, cercle dramatique, puis un théâtre, écoles, bibliothèques, séminaires, université populaire et, ce qui est le plus important, un journal¹¹ ». La *Kultur Liga* proposait aussi des cours de français. Elle permettait aux immigrés juifs de garder des liens avec leur culture d'origine, de se sociabiliser politiquement tout en se familiarisant avec leur pays d'accueil. La culture était donc au cœur de la vie politico-associative juive communiste, au même titre que le travail d'assistance et l'aide économique.

Dans son analyse de la vie culturelle yiddish en France dans l'entre-deux-guerres, l'historien Nick Underwood rapproche les projets culturels du Bund et des communistes. Il estime que, dans les années trente, la politique culturelle des Juifs de gauche en France relevait d'un « nationalisme diasporique » (*diaspora nationalism*). Ce concept est fondé sur l'existence de nationalités en Europe orientale, un modèle dont les Juifs yiddishophones étaient issus, et qu'ils auraient importé en France, tout en s'adaptant au modèle français. Ils plaideraient pour une identité nationale juive qui n'entrerait pas en conflit avec leur appartenance civique à la France ni avec leurs devoirs de citoyens français en devenir. Cette analyse nous semble minimiser les différences pourtant fondamentales entre le bundisme et le communisme. Elle tend aussi à dépolitiser la politique culturelle des Juifs communistes, en ignorant leurs liens organisationnels avec le PCF, leur fidélité dans les idéaux communistes et le rôle assigné aux activités sociales et culturelles dans la transmission d'un idéal politique et dans le recrutement des masses juives. À cet égard, le terme « nationaliste », même s'il est emprunté au modèle est-européen, nous paraît inadéquat pour qualifier la politique culturelle des Juifs communistes, qui ont rejoint un parti politique qui condamne tout nationalisme, particulièrement lorsqu'il émane des minorités. Underwood reconnaît d'ailleurs que ce nationalisme juif communiste « n'était souvent qu'une forme de discours en sourdine (*muted form of discourse*), devenant plus audible à des moments critiques tels que la Seconde Guerre mondiale et la lutte pour un État juif en Palestine¹² ». Renée Poznanski a en effet montré que les accents nationalistes juifs résonnaient dans la propagande juive communiste pendant la Seconde Guerre mondiale¹³. Le contexte était toutefois très différent dans les années 1930.

¹¹ *Ibid.*

¹² Nick Underwood, « Our Most Beautiful Children: Communist Contests and Poetry for Immigrant Jewish Youth in Popular Front France », *Jewish Social Studies*, 2017, vol. 23, n° 1, p. 69.

¹³ Renée Poznanski, *Propagandes et persécutions : la Résistance et le « problème juif », 1940-1944*, Paris, Fayard, 2008.

Il nous semble aussi que le concept de nationalisme diasporique révèle une conception trop rigide du modèle universaliste français, qui impliquerait la dissolution des particularités culturelles dans un tout universel. Dans cette perspective, toute politique culturelle particulière relèverait de la revendication identitaire. Or, comme le suggère l'historien Maurice Samuels dans son étude de l'universalisme français, l'universel et le particulier n'ont pas toujours été aussi opposés qu'ils semblent l'être dans l'acception courante de l'universalisme français¹⁴. Le processus d'intégration dans le pays – qui passe par une multitude de canaux : la langue, la participation à la vie démocratique du pays d'accueil, l'engagement politique, etc. – n'impose pas l'abandon de sa propre langue ni de sa culture. Et la valorisation de sa propre culture et d'une forme d'héritage culturel ne signifie pas que l'on recherche une forme d'indépendance nationale dans son nouveau pays d'accueil ni que l'on ne cherche pas, par ailleurs, à s'approprier une nouvelle culture. Si tel avait été le cas, pourquoi les Juifs communistes auraient-ils choisi le Parti communiste plutôt que le Bund ? De la même façon, s'ils avaient véritablement voulu construire un nationalisme diasporique, n'auraient-ils pas cherché à faire de leurs enfants les héritiers de cette culture nationale yiddish ? Or, tout en défendant les institutions culturelles yiddish, les cadres dirigeants juifs communistes, plus éduqués en moyenne que les militants de « la base », ne parlaient pas à leurs enfants en yiddish, transmettaient peu la culture yiddish et cherchaient constamment à découvrir et transmettre la culture française, notamment la littérature¹⁵. La transmission intrafamiliale ne révèle donc pas la volonté de faire des enfants « des clefs pour établir une communauté franco-yiddish¹⁶ » durable. Dans les milieux moins éduqués, si les parents parlaient yiddish à leurs enfants, c'était surtout faute de maîtriser assez bien le français. La *Kultur Liga* cherchait toutefois à les acculturer à la culture française et insistait pour qu'ils apprennent la langue française : le PCF souhaitait en effet que ces militants puissent progressivement rejoindre les cellules françaises du Parti¹⁷. Quant aux cours de yiddish et à la transmission de certains pans de cette culture dans les patronages pour enfants, le succès n'a été que très relatif, particulièrement pour la génération d'après-guerre¹⁸.

¹⁴ Maurice Anthony Samuels, *The Right to Difference: French Universalism and the Jews*, Chicago, Chicago University Press, 2016.

¹⁵ Ce goût pour la culture et la littérature française est souligné dans plusieurs mémoires d'anciens dirigeants juifs communistes, par exemple : Louis Gronowski-Brunot, *Le dernier grand soir : un Juif de Pologne*, Paris, Seuil, 1980 ; Michel Grojnowski dit Monikowski, *Mémoires*, s.l., Non publiés, s.d.

¹⁶ Nick Underwood, « Our Most Beautiful Children », art cit, p. 70.

¹⁷ Audrey Kichelewski, *La Naïe Presse. Quotidien juif et communiste, 1934-1939*, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2000. Voir le chapitre 4 : « le combat pour l'intégration ».

¹⁸ Amis de la Commission centrale de l'enfance, *L'album : la CCE, 40 ans de souvenirs*, Paris, Amis de la CCE, 1998.

Des travaux sur la culture juive communiste aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Australie après la guerre, estiment que ces militants rejetaient « la culture juive bourgeoise ou nationaliste » et avaient « une vision du monde prosoviétique, progressiste et juive internationaliste, dans l'esprit du Front Populaire¹⁹ ». Cette culture juive serait une véritable re-conceptualisation de la judéité après la Shoah : elle rejetterait à la fois le nationalisme juif et l'assimilationnisme (*in a mode that rejected both Jewish nationalism and assimilationism*) et promouvrait une culture juive progressiste, plus uniquement liée au yiddish. Comment nous allons le voir, les Juifs communistes de France développent une politique culturelle imprégnée d'une culture politique similaire après la Shoah. S'ils cherchent à ressouder la population juive autour de son héritage culturel, ils s'inscrivent par ailleurs dans une culture politique qui n'est ni nationaliste (entendu tant au sens de sionisme que de défense d'un droit national juif en diaspora) ni assimilationniste. Ils développent un « communisme aux couleurs locales²⁰ », pour reprendre l'expression de Michel Hastings, c'est-à-dire une alchimie entre la dimension téléologique du communisme (son projet révolutionnaire universaliste) et sa dimension sociétale (leurs spécificités, notamment culturelles et linguistiques, ainsi que leur volonté d'intégration en France)²¹.

Instruire et politiser les masses par la culture

Après la guerre, la commission pour le travail culturel de l'UJRE entend s'inscrire dans la continuité de la *Kultur Liga* des années 1930 en termes de programme culturel et de services éducatifs²². Lors du premier congrès de l'UJRE en 1945, dans son bilan historique, la commission pour le travail culturel estime que « les immigrés juifs ont prouvé non seulement leur amour et attachement à la culture, mais aussi leur haut niveau politique. Ils ont compris qu'une large activité culturelle qui exprime leurs désirs, leurs espoirs, leur volonté de lutte pour un meilleur avenir est la meilleure garantie de leur existence²³ ».

¹⁹ Max Elliot Kaiser, « "A New and Modern Golden Age of Jewish Culture": Shaping the Cultural Politics of Transnational Jewish Antifascism », *Journal of Modern Jewish Studies*, 2018, vol. 17, n° 3, p. 287-303.

²⁰ Michel Hastings, *Halluin la Rouge, 1919-1939 : aspects d'un communisme identitaire*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires de Lille, 1991.

²¹ Marc Lazar, « L'invention et la désagrégation de la culture communiste », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1994, vol. 44, n° 1, p. 13.

²² AD 93, 269 J, fonds Grojnowski, 15 ans de l'UJRE, 1943-1958, « L'UJRE, une grande organisation culturelle ».

²³ AD 93, DD, UJRE, 335 J 72, premier congrès de l'UJRE, avril 1945, résolution de la commission pour le travail culturel.

D'après elle, ce sont les Juifs « éduqués » dans le cadre de la *Kultur Liga* et « pénétrés de la conscience d'être Juifs » qui ont fait face « héroïquement aux bandits nazis²⁴ » pendant la guerre. La culture est vue comme la source où les résistants ont puisé « du courage, des forces, de l'espoir et la certitude dans la victoire²⁵ ». Les Juifs communistes souhaitent donc reconstruire au plus vite une vie culturelle – en yiddish et en traduction française – afin de poser les fondations d'une nouvelle vie juive après le génocide. La culture permet aussi de reconstruire financièrement la vie juive, par le biais de galas et soirées artistiques lors desquelles sont organisées des tombolas par exemple, souvent au profit des enfants « de fusillés et déportés » pris en charge par la Commission centrale de l'Enfance (CCE) auprès de l'UJRE.



Figure 1 : Invitation à un gala artistique organisé par la section du 20^e arrondissement de Paris de l'UJRE, sans date (fonds privé)

Afin de développer ce travail culturel et éducatif, l'UJRE créé en 1946 le Centre culturel. Celui-ci est composé d'une bibliothèque, d'une maison d'édition, d'une chorale et d'un groupe de théâtre, reconstitués sur les bases des structures existantes dans l'entre-deux-guerres. Il organise aussi régulièrement des expositions pour venir en aide aux peintres et artistes juifs. On peut distinguer deux dimensions dans son programme : d'une part, la sauvegarde du patrimoine juif et yiddish, d'autre part, la diffusion et la publication d'ouvrages et d'œuvres artistiques à même de former l'esprit des militants. La bibliothèque incarne la première dimension. Elle contient 3 000 volumes de l'ancienne *Kultur Liga*, « sauvés des nazis, grâce au dévouement de nos amis ». En 1949, 4 000 nouveaux livres viennent l'enrichir. On y trouve des ouvrages « de littérature juive contemporaine, des classiques juifs, des ouvrages sur l'histoire du peuple juif, des œuvres de littérature française, polonaise et tout dernièrement de la littérature soviétique et universelle, des livres de sociologie et des œuvres marxistes ». Plus de 800 lecteurs seraient inscrits à la bibliothèque en 1950²⁶. L'UJRE développe aussi des bibliothèques dans ses sections locales.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ MAHJ, DD, pochette 3, compte-rendu d'activité à l'occasion du troisième congrès de l'UJRE, avril 1950.

Elle organise régulièrement des expositions ou célébrations en l'honneur des grandes figures littéraires du panthéon yiddish comme Sholem Alekhem, Mendele ou J.L Peretz²⁷. La bibliothèque révèle la volonté de l'UJRE de préserver une culture yiddish universelle et une culture progressiste. Instrument-clé de l'éducation des masses, elle occupe une place de choix dans la maison des associations au 14 rue de Paradis. La bibliothèque n'est toutefois pas dénuée d'une certaine dimension politique, comme le révèle la présence de nombreux ouvrages marxistes et soviétiques, non strictement juifs.

La dimension politique est toutefois plus clairement exprimée dans les activités culturelles qui requièrent l'engagement actif des militants, notamment le théâtre et la chorale. Ces activités culturelles doivent « élever le niveau social et culturel de la population juive en France et [...] faire naître chez chaque juif la conscience du devoir de lutter côte à côte avec le peuple de France, contre l'injustice sociale, contre l'oppression nationale, contre la guerre²⁸ ». À travers des chansons, des pièces de théâtre, des romans, les masses juives se voient donner des modèles d'action et matière à réflexion. C'est particulièrement le cas dans le théâtre yiddish. Né au XIX^e siècle en Europe orientale, le théâtre yiddish poursuivait deux objectifs : instruire et distraire afin de combattre l'obscurantisme des masses. Le théâtre juif communiste s'inscrit dans cette continuité. À Paris, dans l'entre-deux-guerres, déjà, le théâtre PYAT (*Parizer yidisher avantgard teater*), théâtre d'avant-garde et « théâtre ouvrier juif²⁹ » fondé par des militants qui critiquaient la scène yiddish parisienne comme bourgeoise, cherchait à monter des pièces révolutionnaires et des classiques yiddish avec un sens social³⁰. Après-guerre, c'est aussi le projet du groupe théâtral « YKUT » (*yidish kunst teater*), fondé par des proches de l'UJRE³¹. S'il participe, comme la bibliothèque, de la valorisation du patrimoine littéraire yiddish (à titre d'exemple, on trouve à son répertoire *Tévié le laitier*, de Sholem Alechem), il joue aussi de nouvelles créations plus ancrées dans le monde communiste, notamment les pièces du dramaturge et militant Haïm Slovès comme *Barukh d'Amsterdam*. Cela révèle une conception juive communiste de l'art engagé. Installé rue de Lancry, le théâtre a toutefois du mal à survivre, malgré les financements du Joint et le soutien de l'UJRE.

²⁷ AD 93, DD, UJRE, 335 J 69, procès-verbal de la réunion du bureau de l'UJRE, 7 mai 1946 ; AD 93, 269 J, fonds Grojnowski, 15 ans de l'UJRE, 1943-1958, « L'UJRE, une grande organisation culturelle ».

²⁸ MAHJ, DD, pochette 3, compte-rendu d'activité à l'occasion du troisième congrès de l'UJRE, avril 1950.

²⁹ MAHJ, DD, pochette 5, Septième congrès de l'UJRE, « 20 ans de l'UJRE », novembre 1963, rapport du secrétaire général Youdine, « l'activité culturelle ».

³⁰ David H. Weinberg, *A Community on Trial: The Jews of Paris in the 1930s*, Chicago, Chicago University Press, 1977, p. 32.

³¹ Nick Underwood, « The Yiddish Art Theatre in Paris after the Holocaust, 1944-1950 », *Theatre Survey*, 2020, p. 1-21.

Le centre culturel développe aussi sa propre maison d'édition, les éditions *Ofsnay* qui publient les œuvres des écrivains « juifs progressistes de Paris ». La dimension politique de ce projet est centrale et les publications sont moins strictement yiddish. Il s'agit de publier à la fois des ouvrages strictement politiques (écrits par exemple par Adam Rayski ou Marceau Vilner, deux cadres dirigeants de l'UJRE et du secteur juif), des ouvrages mémoriels sur la Résistance, et des ouvrages, en français ou yiddish, d'écrivains juifs communistes comme Haïm Slovès. Ces écrivains, regroupés autour du centre culturel, des éditions *Ofsnay* et d'une revue littéraire créée après-guerre (*Parizer Tsaytshrift*), participent à la vie quotidienne de l'UJRE, à sa presse et à ses soirées.

Si la culture n'est donc jamais déconnectée du politique, les Juifs communistes proposent aussi une véritable éducation populaire, par le biais de conférences politiques. À partir de 1947, des conférences centrales ont lieu tous les vendredis à Paris et attirent entre 500 et 800 auditeurs à chaque fois³². Les sections parisiennes de l'UJRE du 4^e, du 18^e et du 20^e arrondissements organisent aussi des soirées-conférences deux fois par mois, les sections de province plus ponctuellement. Pour l'UJRE, l'éducation populaire doit contribuer à « libérer les masses de notre peuple des préjugés et des hésitations qui peuvent l'empêcher de s'engager résolument sur la route qui mène loin en avant³³ », à savoir l'engagement communiste. Elle peut surtout permettre de devenir « courageux », ce qui requiert trois qualités : « un sentiment d'étroite solidarité avec tous ceux qui se sont engagés dans le même combat », « une raison bien éduquée, bien concrète qui ne cesse jamais d'interroger la réalité pour se demander : d'où vient-elle, où va-t-elle ? », une « idéologie progressive, en quelque sorte un instrument bien fait à l'aide duquel il est possible de trouver les bonnes questions et les bonnes réponses³⁴ ». Cette instruction politique n'est toutefois pas déconnectée de la culture : les soirées sont en effet constituées d'une partie politique suivie d'une partie artistique. Comme pour le théâtre, il s'agit là d'instruire et de distraire en même temps, ce qui peut faciliter la transmission d'un message politique.

Pour les Juifs communistes, culture et éducation politique vont donc de pair. Dépolitiser leur politique culturelle, c'est minimiser leur foi dans les idéaux communistes et oublier le rôle que le PCF attribue à ses organisations de masse. Rappelons en effet que celles-ci doivent jouer un rôle de « sas entre le parti et la société, d'instances de socialisation au communisme par encadrement de la vie sociale³⁵ ». La culture participe à cet égard de la pénétration sociétale du communisme parmi les masses juives, ce à quoi veille le PCF en surveillant étroitement son secteur juif et le contenu de ses activités sociales et culturelles.

³² MAHJ, DD, pochette 3, compte-rendu d'activité à l'occasion du troisième congrès de l'UJRE, avril 1950.

³³ AD 93, DD, UJRE, 335 J 72, deuxième congrès de l'UJRE, mars 1947, « Le chemin de la vie ».

³⁴ *Ibid.*

³⁵ Axelle Brodriez-Dolino, *Le Secours populaire français, 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2006, p. 19.

Pour autant, la politique culturelle des Juifs communistes ne peut pas et ne doit pas être réduite à un simple calcul politique, en témoigne notamment la rupture d'une partie des intellectuels yiddishistes avec l'UJRE et son centre culturel à la fin des années 1950, à la suite de la révélation de l'assassinat des poètes juifs du comité antifasciste juif de Moscou et de la crise de la culture yiddish en URSS³⁶.

Une culture populaire juive moderne ou la culture comme pont entre les peuples

L'UJRE s'engage aussi pour l'éducation des Juifs yiddishophones à la culture française. Lors du premier congrès de l'UJRE en 1945, la commission pour le travail culturel proclame ainsi : « d'autre part, nous devons nous immigrés connaître et approfondir la culture et la langue française. La culture française est une des plus riches du monde. La connaître, cela veut dire non seulement enrichir nos connaissances et élever notre niveau culturel, mais aussi mieux connaître le peuple français dont nous partageons de plus en plus les souffrances et les joies³⁷ ». Cet objectif était déjà le leur dans l'entre-deux-guerres et allait de pair avec le développement d'une riche activité culturelle juive³⁸. Le centre culturel propose donc des cours de français et les adhérents peuvent emprunter des ouvrages de littérature française à la bibliothèque, assister à des concerts de musique française, etc.

L'UJRE préconise aussi de s'ouvrir à d'autres cultures que la culture française et propose donc un programme culturel à visée universelle. Ces quelques phrases, prononcées lors du deuxième congrès de l'UJRE en 1947 à propos de l'éducation musicale, sont éclairantes :

Nous ne voulons pas être enfermés, ni nous enfermer nous-mêmes dans un ghetto d'aucune sorte. De là l'impérieuse nécessité des correspondances les plus larges, une vaste ouverture sur le monde, un courant d'air frais et vivifiant [...] Nous ne voulons pas d'autre part nous effacer devant cette richesse des formes, perdre notre individualité, notre valeur particulière et spécifique. De là la nécessité d'une concentration sur ce qu'il y a de plus précieux dans nos traditions, dans notre histoire, en y cherchant ce qu'elle contient de plus beau, de plus puissant, de plus généreux. Car nous n'avons rien à envier aux autres peuples. Nous aussi nous avons nos traditions d'héroïsme et de travail, nos révolutionnaires et nos martyrs, nos savants et nos artistes³⁹.

³⁶ Annette Aronowicz, « Haim Sloves, the Jewish People, and a Jewish Communist's Allegiances », *Jewish Social Studies*, 2002, vol. 9, n° 1, p. 95-142.

³⁷ AD 93, DD, UJRE, 335 J 72, premier congrès de l'UJRE, avril 1945, rapport de la commission pour le travail culturel.

³⁸ Audrey Kichelewski, *La Naïe Presse. Quotidien juif et communiste, 1934-1939, op. cit.* ; Nick Underwood, « Dressing the Modern Jewish Communist Girl in Interwar Paris », *French Politics, Culture & Society*, 2016, vol. 34, n° 1, p. 86-103.

³⁹ AD 93, DD, UJRE, 335 J 72, deuxième congrès de l'UJRE, mars 1947, « À propos de l'éducation musicale des masses ».

Le programme musical de l'UJRE se consacre donc autant à la musique juive, qu'à la musique française, anglaise ou russe. Là est la synthèse juive communiste de l'éducation musicale pour les masses juives : développer la fierté de la culture juive, tout en encourageant la connaissance et la curiosité pour les autres cultures. La chorale populaire juive, reconstituée sur les ruines de celle qui existait dans l'entre-deux-guerres, propose cette synthèse. Comme le rapporte le compte rendu du troisième congrès national de l'UJRE : « grâce à son répertoire, qui va droit au cœur de chaque juif, de chaque démocrate, la chorale est très aimée des masses juives de Paris ». Elle reprend ainsi des chants yiddish traditionnels, des chants révolutionnaires, des chants de ghettos (notamment *Zog nisht kein mol*, le chant des partisans du ghetto de Vilnius) mais aussi des chants appartenant à la culture populaire universelle. Il en est de même au sein de la Commission centrale de l'Enfance, qui propose un ensemble de chants aux enfants qui ne se limitent pas à la culture juive et yiddish. On y trouve des chants folkloriques de toutes les parties de la France, des chants politiques, des chants « du monde » (en espagnol par exemple) et des chants yiddish. Dans un recueil des chants de la CCE, les anciens enfants racontent ainsi, à propos des chants folkloriques : « Du pays basques aux Flandres, de l'Alsace à la Bretagne, de la Savoie à l'Auvergne nous, les petits Français de la deuxième ou de la troisième génération d'immigrés, devenions le temps d'une chanson, de vieille souche⁴⁰ ».

Cette ouverture aux autres cultures est aussi perceptible dans le programme littéraire de l'UJRE. Outre les expositions et célébrations des auteurs du panthéon littéraire yiddish, le Centre culturel de l'UJRE met aussi en avant des auteurs français et non-juifs. C'est le cas notamment en 1952 : l'UJRE célèbre par des manifestations culturelles le 150^e anniversaire de la naissance « du grand écrivain français et combattant pour la justice Émile Zola ». On comprend la place de cet auteur, étroitement associé à son combat dans l'affaire Dreyfus, dans la politique culturelle de l'UJRE. Le Centre culturel organise aussi des soirées consacrées à Tchekhov ou à Heinrich Heine par exemple⁴¹.

Pour l'UJRE, la culture est donc vue à la fois comme un socle autour duquel se rassembler avec fierté, un moyen de transmettre un idéal politique, et une manière de créer des ponts entre les peuples et les cultures. Lors du 7^e congrès de l'UJRE en 1963, revenant sur les activités culturelles développées par les Juifs communistes, Albert Youdine explique que le programme de l'UJRE a toujours été « la défense et le développement de la culture populaire juive moderne⁴² ». Le terme « populaire » a valeur de programme politique pour l'UJRE : il s'agit d'une culture qui n'a pas divisé « le monde en juifs et non-juifs, monde dans lequel tous les juifs seraient les meilleurs des hommes et tous les non-juifs les plus mauvais ; ils ne se sont pas laissés aller au chauvinisme et au nationalisme, et ils haïssent les cléricaux et l'obscurantisme ». Pour les Juifs communistes, la culture doit en effet être un pont vers les autres peuples, un objectif qui n'est pas éloigné de ceux que le PCF assigne aux immigrés.

⁴⁰ Les amis de la CCE, *Le carnet. 40 ans de chansons à la CCE*, Paris, Les amis de la CCE, 2002, p. 6.

⁴¹ AD 93, 269 J, fonds Grojnowski, 15 ans de l'UJRE, 1943-1958, « L'UJRE, une grande organisation culturelle » : la soirée consacrée à Tchekhov a lieu en novembre 1954, les festivités en l'honneur de Heine en février 1956.

⁴² MAHJ, DD, pochette 5, Septième congrès de l'UJRE, « 20 ans de l'UJRE », novembre 1963, rapport du secrétaire général Youdine, « l'activité culturelle ».

L'activité du centre culturel révèle dans le même temps la marge de manœuvre accordée par le PCF au secteur juif. La culture yiddish n'a d'ailleurs jamais été ciblée comme étant contraire aux objectifs politiques du parti : c'est justement autour de la culture que les Juifs yiddishophones sont encouragés à se réunir. Dans la conception des Juifs communistes, la culture juive ne doit toutefois pas conduire à un repli sur soi, mais à une plus grande ouverture aux autres cultures.

Ainsi, le centre culturel de l'UJRE après-guerre propose une synthèse entre l'identité culturelle yiddishophone, l'identité culturelle française et l'identité politique internationaliste et communiste. Les efforts constants d'acculturation des Juifs immigrés à la langue et à la culture française, parallèlement aux activités culturelles yiddish, vont de pair avec une volonté d'éduquer politiquement les masses juives. La politique culturelle des Juifs communistes révèle donc moins une revendication autonome et nationaliste qu'une capacité à jouer avec de multiples identités, sans que celles-ci n'entrent en contradiction. Avec Annette Aronowicz, on pourrait donc parler de « symbiose » de deux identités : l'identité juive et l'identité communiste⁴³. À cela s'ajoute l'identité française en formation car « pour les immigrants [...] le PCF représentait un moyen d'intégrer la société française sans perdre leurs particularités⁴⁴ ». Cette symbiose apparaît clairement dans le projet culturel littéraire et artistique des Juifs communistes. Ce projet porte en effet la marque d'une culture politique syncrétique, qui mêle des identités parfois considérées comme contradictoires, mais que les dirigeants juifs communistes ne cessent de vouloir transmettre à leurs adhérents.

⁴³ Annette Aronowicz, « Haim Sloves, the Jewish People, and a Jewish Communist's Allegiances », art cit, p. 97.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 100.

BIBLIOGRAPHIE

- AMIS DE LA COMMISSION CENTRALE DE L'ENFANCE, *L'album : la CCE, 40 ans de souvenirs*, Paris, Amis de la CCE, 1998.
- ARONOWICZ Annette, « Haim Sloves, the Jewish People, and a Jewish Communist's Allegiances », *Jewish Social Studies*, 2002, vol. 9, n° 1, p. 95-142.
- BRODIEZ-DOLINO Axelle, *Le Secours populaire français, 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2006.
- COURTOIS Stéphane, PESCHANSKI Denis et RAYSKI Adam, *Le sang de l'étranger : les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989.
- GROJNOWSKI DIT MONIKOWSKI Michel, *Mémoires*, s.l., Non publiés, s.d.
- GRONOWSKI-BRUNOT Louis, *Le dernier grand soir : un Juif de Pologne*, Paris, Seuil, 1980.
- GRUMBERG Zoé, *Militer en minorité ? Le « secteur juif » du Parti communiste français de la Libération à la fin des années cinquante*, Thèse de doctorat, Sciences Po Paris, Paris, 2020.
- HASTINGS Michel, *Halluin la Rouge, 1919-1939 : aspects d'un communisme identitaire*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires de Lille, 1991.
- KAISER Max Elliot, « "A New and Modern Golden Age of Jewish Culture": Shaping the Cultural Politics of Transnational Jewish Antifascism », *Journal of Modern Jewish Studies*, 2018, vol. 17, n° 3, p. 287-303.
- KICHELEWSKI Audrey, *La Naïe Presse. Quotidien juif et communiste, 1934-1939*, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2000.
- LAZAR Marc, « Cultures politiques et partis politiques en France » in *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, p. 169-189.
- LAZAR Marc, « L'invention et la désagrégation de la culture communiste », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1994, vol. 44, n° 1, p. 9-18.
- LES AMIS DE LA CCE, *Le carnet. 40 ans de chansons à la CCE*, Paris, Les amis de la CCE, 2002.
- POZNANSKI Renée, *Propagandes et persécutions : la Résistance et le « problème juif », 1940-1944*, Paris, Fayard, 2008.
- POZNANSKI Renée, « On Jews, Frenchmen, Communists, and the Second World War » in Jonathan Frankel (ed.), *Dark Times, Dire Decisions. Jews and Communism*, Oxford, Oxford University Press (coll. « Studies in Contemporary Jewry »), 2004, p. 168-198.
- SAMUELS Maurice Anthony, *The Right to Difference: French Universalism and the Jews*, Chicago, Chicago University Press, 2016.
- UNDERWOOD Nick, *Yiddish Paris: Staging Nation and Community in Interwar France*, Bloomington, Indiana University Press, 2022.
- UNDERWOOD Nick, « The Yiddish Art Theatre in Paris after the Holocaust, 1944-1950 », *Theatre Survey*, 2020, p. 1-21.

UNDERWOOD Nick, « Our Most Beautiful Children: Communist Contests and Poetry for Immigrant Jewish Youth in Popular Front France », *Jewish Social Studies*, 2017, vol. 23, n° 1, p. 64-100.

UNDERWOOD Nick, « Dressing the Modern Jewish Communist Girl in Interwar Paris », *French Politics, Culture & Society*, 2016, vol. 34, n° 1, p. 86-103.

VOEGLI Michaël, « “Quatre pattes oui, deux pattes, non !” L’identité collective comme mode d’analyse des entreprises de mouvement social » in *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 203-223.

WEINBERG David H., *A Community on Trial: The Jews of Paris in the 1930s*, Chicago, Chicago University Press, 1977.

WIEVIORKA Annette, *Ils étaient juifs, résistants, communistes*, Paris, Perrin, 2018.

ZAAGSMA Gerben, « The Local and the International. Jewish Communists in Paris Between the Wars », *Simon Dubnow Institute Yearbook*, 2009, vol. 8, p. 345-363.